Elisa LISIERO, Santiago VIGO,
Francisco INSA (dir.)

L'ACCOMPAGNEMENT SPIRITUEL
DANS LES MOUVEMENTS
ET LES NOUVELLES COMMUNAUTÉS

Aider la croissance humaine et spirituelle

Prologue du Card. Kevin Farrell

Traduction : Juliette Orna, frère Henry-Marie Domini,
Pierre Laffon, Maÿlis Kammerer, Amélie Soreau et
Ghislain Iwens de Villers-Masbourg d'Eclaye.

© Le Laurier, 2024

Couverture : Shutterstock

ISBN : 978-2-86495-572-6
Dépôt légal : novembre 2024

Le Laurier
41 rue de Bourgogne - 75007 Paris
Tél. : 01 45 51 55 08
www.editions-lelaurier.com

PRÉSENTATION

L'accompagnement spirituel, sous ses diverses formes et modalités, est une réalité vécue dans les Mouvements et les Communautés nouvelles. En effet, qu'il s'agisse des membres en interne ou des destinataires de l'action apostolique et évangélisatrice de ces Mouvements, nombreuses sont les personnes qui ont recours à ce moyen de sanctification qui trouve, par ailleurs, son origine dans la Sainte Écriture et fait l'objet d'une longue tradition dans l'Église.

Afin de réfléchir sur ce thème, tant sur un plan général qu'en vue de mettre à jour des applications spécifiques pour ces nouvelles réalités associatives, une Semaine d'étude sur l'accompagnement spirituel dans les Mouvements et les Communautés nouvelles s'est tenue à l'Université Pontificale de la Sainte-Croix (Rome) du 30 janvier au 3 février 2023. Plus de 300 personnes provenant de plus de 40 réalités ecclésiales différentes ont participé à ces journées de travail intense et riche en partage, notamment grâce aux ateliers de l'après-midi, conçus selon un mode participatif.

La réflexion a donc été menée sur la relation particulière qui s'établit dans le cadre de l'accompagnement spirituel, au sein de laquelle une personne assume le rôle de père ou mère spirituel(le) – de frère ou de sœur aîné(e) – dans le but d'aider une autre personne à mûrir sur son chemin de foi et d'identification au Christ.

DISTINCTION DES RÔLES
ENTRE GOUVERNEMENT
ET ACCOMPAGNEMENT SPIRITUEL

Eduardo Baura
Université Pontificale de la Sainte-Croix

I - NÉCESSITÉ DE DÉFINIR LES TERMES

Puisqu'il s'agit de souligner la distinction entre le rôle d'accompagnement spirituel et le rôle d'autorité au sein d'une communauté ou d'un mouvement ecclésial, il est nécessaire de commencer par tenter de définir clairement les deux termes de la distinction.

1. Direction ou accompagnement spirituel

Le sujet de la direction spirituelle a déjà fait l'objet d'une étude approfondie dans d'autres communications de ce colloque, il n'est donc pas nécessaire d'en préciser la nature ici. Cependant, il semble opportun de souligner certains aspects de l'activité de direction spirituelle qui peuvent aider à clarifier sa distinction avec le rôle joué par les autorités exerçant le gouvernement.

La fluctuation terminologique pour désigner cette activité de formation est significative. L'expression classique est celle de « direction spirituelle », alors

qu'aujourd'hui on tend à lui préférer celle d'« accompagnement ». En effet, le terme de « direction » serait à éviter s'il désignait l'imposition de critères de la part du directeur ou une attitude passive de la part de la personne aidée, qui semblerait devoir se limiter à exécuter ce qu'on lui dit. Quant à l'expression *accompagnement*, elle a la limite de ne pas signaler suffisamment le rôle d'orientation qui doit être exercé dans cette activité de formation.

De ces considérations terminologiques, il ressort immédiatement que la direction ou l'accompagnement spirituel a pour but de suivre une personne dans son itinéraire spirituel, afin d'orienter et d'éclairer sa conscience et de l'encourager à suivre une direction déterminée vers un but, qui ne peut être que la perfection chrétienne voulue par Dieu pour le fidèle concerné. L'appel à la sainteté étant universel, tous les fidèles peuvent bénéficier de cette aide. D'autre part, il est clair que pour accompagner quelqu'un dans son cheminement spirituel, il est nécessaire de connaître sa vie spirituelle, ce qui ne peut se faire qu'en recevant des confidences volontaires sur sa vie chrétienne. La direction spirituelle se situe donc dans une sphère où la personne communique son intimité, et la confidentialité est donc de mise.

La direction spirituelle ou l'accompagnement indique aussi l'idée d'une certaine continuité. La régularité, la profondeur et l'étendue de la direction spirituelle dépendent de ce que le fidèle révèle plus ou moins de son intériorité et de son désir d'atteindre le but

vers lequel il est orienté. Il s'agit donc d'un moyen privilégié de formation spirituelle, puisqu'il s'adresse directement à la personne concernée et qu'il jouit d'une efficacité particulière. Pour cette raison, l'accompagnement a été pratiqué et recommandé depuis les débuts du christianisme.

La direction spirituelle n'a de sens que dans la mesure où le fidèle souhaite atteindre un but spirituel : il est orienté vers une fin, il est accompagné sur un chemin de progrès spirituel. De même que toute personne prudente recherche les informations et les aides nécessaires pour atteindre un but, le fidèle désireux d'atteindre la sainteté recherche des informations et souhaite recevoir des conseils qui l'aideront dans ses efforts personnels pour avancer vers le but. La sainteté dépend donc de la générosité de la réponse personnelle à la grâce et aux appels divins, de telle sorte que c'est le fidèle intéressé qui est directement responsable du couronnement du but. La direction spirituelle se situe donc dans la sphère de la vertu de prudence : c'est une aide qui vise à discerner le bien moral et à décider des moyens appropriés pour l'atteindre.

La sainteté, en effet, est personnelle ; elle dépend des choix libres faits par la personne concernée dans l'intimité de sa conscience. Personne ne peut se substituer au fidèle chrétien accompagné, pas même son directeur spirituel. Il s'ensuit que l'accompagnement ne peut en aucun cas supprimer la responsabilité personnelle de la personne qui reçoit cette aide, dont la

liberté est un don de Dieu qui permet à l'homme de rendre gloire à Dieu de manière personnelle, avec une dignité ontologiquement supérieure à celle de toute autre créature visible. Les exhortations et les conseils de la direction spirituelle doivent donc être convenablement évalués par la personne concernée pour la formation de l'acte prudent. En d'autres termes, l'activité de la direction spirituelle n'affaiblit en rien le rôle de la liberté personnelle et la pertinence morale de la conscience; elle favorise même les décisions prises avec une liberté plus consciente et une conscience mieux informée.

Le but qui doit animer le directeur spirituel n'est pas de parvenir à obtenir un résultat dans la conduite extérieure de la personne qu'il accompagne, mais plutôt de parvenir à faire vouloir cette personne, c'est-à-dire à mettre au centre de sa volonté libre et personnelle, ce qu'elle doit vouloir. Le rôle du directeur spirituel n'est donc pas de commander mais d'éclairer la conscience : « *ut veritas pateat, veritas placeat, veritas moveat* »¹⁰⁶.

Cependant, on parle souvent d'« obéissance » au directeur spirituel¹⁰⁷. À mon avis, il faut distinguer les conseils et les exhortations de nature déclarative, c'est-à-dire ceux qui ne font que rappeler des préceptes moraux préexistants, de ceux qui sont proprement des conseils sur la manière d'agir. Les premiers

¹⁰⁶ SAINT AUGUSTIN, *De Doctrina christiana*, IV, cap. 28, n° 61, MPL 34, coll. 15 - 122; col. 119.

¹⁰⁷ Il peut être utile de lire ce que la *Somme théologique* de SAINT THOMAS D'AQUIN (S. Th., II-II, qq. 104 et 105) explique sur cette vertu.

sont moralement obligatoires dans la mesure où leur contenu est obligatoire; l'explication, le rappel ou l'exhortation à l'exécution d'un précepte moral préexistant ajoute à l'obligation morale du précepte le fait de s'appuyer sur une plus grande certitude quant à l'existence de ce précepte moral. Quant à l'obligation morale des simples conseils sur la manière d'agir, elle découle de la formation de l'acte prudent : le devoir moral n'est pas de suivre le conseil mais de le prendre en compte et de l'évaluer avec sérieux (c'est-à-dire « en conscience »).

Comme chemin de sainteté, un fidèle pourrait choisir de soumettre entièrement sa volonté en obéissant à une personne spécifique, qui peut être le directeur spirituel lui-même. Je pense que dans ce cas, le devoir d'obéissance (qui n'élimine jamais la responsabilité de se confronter à sa conscience) est un engagement supplémentaire, mais je crois qu'il n'appartient pas à proprement parler à l'activité de direction spirituelle.

En soi, la vertu qui est en jeu de la part de ceux qui utilisent cet instrument de formation spirituelle n'est pas l'obéissance au sens strict, mais la docilité, c'est-à-dire la vertu qui aide à se laisser conduire et ainsi à progresser parce qu'elle rend la personne ouverte à la formation chrétienne. La littérature spirituelle insiste sur la nécessité de se méfier de son propre jugement et de faire confiance au directeur spirituel parce qu'il est plus objectif et souvent plus expérimenté. Cette docilité, fondée sur la vertu d'humilité, ne conduit cependant pas à nier sa propre conscience dans la formation de l'acte

libre, puisque la moralité d'une conduite dépend en fin de compte de la conformité à sa propre conscience (dûment informée).

2. Le rôle du gouvernement d'une communauté ecclésiale

La tâche de gouvernement, en revanche, est orientée vers le bien d'une communauté. La communauté, comme un navire, a besoin d'un cap à tenir, d'une répartition des tâches individuelles en son sein, d'une organisation de ses activités¹⁰⁸. Celui qui est chargé de gouverner exerce une fonction sociale pour le bien de la communauté. Son pouvoir ne lui octroie pas un domaine à sa disposition, mais plutôt une habilitation à exercer une fonction dont les membres de la communauté ont besoin.

Le gouvernement consiste à ordonner la communauté et son activité vers une fin qui n'est autre que le bien commun. Ordonner une communauté, c'est indiquer l'ordre (rationnel) que doit suivre la conduite libre des membres de la communauté. Gouverner n'est pas mettre de l'ordre dans les objets matériels, puisqu'il s'agit d'ordonner les actions de personnes libres, de telle sorte que le commandement ou l'indication s'adresse à la raison des membres de la communauté pour mouvoir leur volonté. Dans la société civile, la force physique

peut être utilisée pour assurer l'ordre, mais l'essence du gouvernement n'est pas la coercition mais l'ordre. Dans l'Église aussi il existe une certaine capacité de coercition (on pense à la possibilité d'imposer des peines canoniques), mais, comme dans la société civile, l'essence de la tâche de gouvernement consiste à indiquer l'ordre qui peut conduire au bien de la communauté.

Un acte de gouvernement peut constituer une situation nouvelle (par exemple, la nomination à une fonction particulière) ou établir des règles de conduite contraignantes, qui créent un devoir d'obéissance, puisque les membres de la communauté doivent suivre l'ordre établi par celui qui a la fonction sociale de le faire, afin de ne pas entraver la réalisation du bien commun. Face à un tel acte de gouvernement, le destinataire est tenu de le respecter, en pratiquant les vertus d'obéissance et de justice à l'égard de la communauté.

Mais comme il s'agit d'ordonner une conduite libre, on ne gouverne pas seulement par des actes juridiquement contraignants, mais aussi par des déclarations, des directives et des exhortations. Ce que Vatican II dit de la fonction de gouvernement des évêques¹⁰⁹ s'applique en fait *mutatis mutandis* à toute autorité dans l'Église : il faut gouverner « par le conseil, la persuasion et l'exemple, mais aussi par l'autorité », qui doit être exercée dans un esprit de service pour l'édification de la communauté qu'ils servent, plutôt que pour

¹⁰⁸ Le mot *gouvernement* vient de l'instrument utilisé pour diriger un navire. Voir M. CORTELAZZO - P. ZOLLI, *Dizionario etimologico della lingua italiana*, vol. 2/D-H, N. Zanichelli, Bologne 1980, p. 512.

¹⁰⁹ Cf. CONCILE VATICAN II, Const. dogm. *Lumen gentium*, « AAS » 57 (1965), pp. 5-71; n° 27.

un avantage personnel. Par conséquent, ceux qui ont la fonction de gouverner devraient avoir, en plus de la *potestas* pour l'exercer, l'*auctoritas* morale pour le faire efficacement, dans la mesure où l'on dit généralement que ceux qui jouissent du pouvoir public sont constitués en autorité.

II - ASPECTS ÉTHIQUES ET JURIDIQUES DE LA DIRECTION SPIRITUELLE ET DU GOUVERNEMENT

Une fois tracés les contours de la direction spirituelle et de l'exercice du gouvernement dans l'Église (même dans les petites communautés ou mouvements), il convient de s'arrêter sur quelques aspects moraux et juridiques de ces deux activités.

La direction spirituelle est un instrument utilisé et loué dans la pratique chrétienne pour atteindre la sainteté. Dans certains contextes, ce moyen de formation est particulièrement nécessaire, au point que le fait de pouvoir le recevoir peut constituer un véritable droit. Par exemple, il ne fait aucun doute qu'un candidat à la prêtrise a droit à la direction spirituelle et que le séminaire a l'obligation juridique de lui offrir la possibilité de l'avoir.

Outre le devoir moral général de demander conseil si cela est nécessaire à la réalisation d'un acte prudent, le recours à la direction spirituelle peut parfois être un devoir moral, comme c'est le cas dans certaines circonstances où le fidèle se trouve dans une situation

où cette aide est particulièrement précieuse et où il est très facile d'y avoir recours. Par exemple, c'est ordinairement, à mon avis, la situation dans laquelle se trouve un séminariste. De plus, il semble évident qu'un fidèle peut s'engager devant Dieu à suivre une direction spirituelle, créant ainsi un devoir moral d'être fidèle à son engagement.

On pourrait se demander s'il est possible d'établir une obligation juridique de recourir à la direction spirituelle. Je pense que l'obligation juridique, c'est-à-dire de justice, ne pourrait se référer qu'aux aspects externes de la direction spirituelle (avoir une rencontre périodique avec une certaine personne, discuter de certains sujets, recevoir certains conseils de manière personnalisée), mais je pense que l'ouverture de cœur n'a pas la caractéristique de l'altérité propre aux droits, c'est-à-dire que je ne pense pas qu'elle puisse être un bien appartenant à autrui, de sorte que le véritable contenu de toute direction spirituelle ne pourrait pas, à mon avis, être une obligation juridique avant qu'il ne soit librement dévoilé. En d'autres termes, la pleine sincérité tant recommandée dans la direction spirituelle (conséquence logique de la nature de cette aide à la formation) peut, certes, constituer un devoir moral, mais pas juridique. D'autre part, il est impossible de connaître la conscience d'autrui sans révélation libre, même si la manifestation de son intériorité peut constituer un devoir moral dans certaines circonstances (il existe, par exemple, une obligation de confesser ses péchés graves dans le sacrement

de pénitence). Par conséquent, le recours à cet outil de formation par la révélation de la conscience sera toujours un choix libre de la personne concernée.

En ce qui concerne la portée morale et juridique de l'acte de gouvernement, il convient de noter que, puisqu'il est nécessaire que la communauté dispose d'un minimum d'organisation pour réaliser son propre bien, le fait d'être gouverné constitue un droit des membres de la communauté. En effet, la doctrine canonique a récemment insisté sur l'existence du droit des fidèles à un gouvernement juste¹¹⁰. De là découle le devoir de l'autorité de gouverner et de faire tout son possible pour exercer correctement l'art du gouvernement.

Le droit du fidèle à être gouverné n'enlève rien à son obligation juridique d'obéir aux décisions légitimes prises par l'autorité compétente. L'obéissance est certes un devoir moral, mais c'est aussi une obligation juridique en ce sens que la communauté a le droit au respect de l'ordre établi afin de réaliser le bien commun.

¹¹⁰ Le premier auteur à parler du droit fondamental des fidèles au bon gouvernement est peut-être Javier HERVADA (cf. de cet auteur, *Diritto costituzionale canonico*, Giuffrè, Milan 1989, p. 137). D'autres (Miras, Canosa, Zuanazzi, Michowicz, Daniel, Errázuriz, Boni) ont développé cette idée. Sur ce thème, je renvoie à E. BAURA, « Il "buon governo" : diritti e obblighi dei fedeli e dei pastori », in *Il governo nel servizio della comunione ecclesiale*, Quaderni della Mendola, 25, édité par le Gruppo Italiano Docenti di Diritto Canonico, Glossa, Milan 2017, pp. 3-30.

III - LE RISQUE D'ABUS ET LES BIENS EN JEU

La direction spirituelle est donc une pratique non seulement estimable mais parfois même nécessaire, tout comme l'est le gouvernement. Cependant, étant donné la nature déchue de l'homme, même si ceux qui accompagnent les âmes ou les gouvernent jouissent d'une aide charismatique ou même du pouvoir sacré de l'Église, le danger de déviation dans l'usage de ces activités (l'« ab-uso ») est toujours présent.

Dans l'Église, l'abus de pouvoir du gouvernement ne se manifeste pas habituellement par des actions violentes, mais plutôt sous le masque de la charité pastorale et des besoins spirituels. En fait, souvent le refus de suivre certaines formalités ou procédures, en les qualifiant de légalisme rigide, n'est rien d'autre qu'un prétexte pour exercer un gouvernement incorrectement compris comme une domination personnelle sur les personnes ou la communauté. En effet, constituent un abus de pouvoir son exercice en vue de la poursuite d'intérêts privés plutôt que dans la recherche du bien commun, tout comme la prise de décisions disproportionnées ou fondées sur la préférence des personnes ou l'intérêt propre de l'autorité. L'abus de pouvoir est également tout exercice de l'autorité au-delà de la compétence subjective ou objective de chacun ; en ce sens, le commandement coercitif de ce qui ne peut être que conseillé constitue certainement un abus qui rend l'ordre en question illégitime. Contre l'abus de pouvoir,

l'Église a mis en place un système plus ou moins fonctionnel de recours contre les décisions de gouvernement afin de protéger d'une certaine manière les droits des fidèles (on peut faire appel de la décision d'une autorité ecclésiastique devant le supérieur hiérarchique jusqu'au dicastère compétent de la Curie romaine, et même déposer une requête auprès du Tribunal suprême de la Signature apostolique contre la légitimité procédurale ou substantielle d'un acte émanant d'une institution curiale).

Plus difficile est la protection du fidèle contre d'éventuels abus dans la direction spirituelle. Pour délimiter l'exercice légitime de la direction spirituelle, il faut rappeler une fois de plus que le but de ce moyen de formation est de trouver les lumières nécessaires et les conseils appropriés pour prendre des décisions morales, ainsi que de recevoir réconfort et encouragement pour suivre le chemin de la sainteté. Dans la mesure où la direction spirituelle vise à guider le fidèle qui dévoile sa conscience, la liberté doit être respectée, puisque la conscience n'appartient qu'à la personne concernée, cette conscience étant selon les termes de *Gaudium et Spes*, « le centre le plus secret de l'homme, le sanctuaire où il est *seul* avec Dieu et où sa voix se fait entendre »¹¹¹. Le respect de la liberté comprend le droit de suivre la direction spirituelle ou de ne pas la suivre, la liberté de révéler partiellement ou totalement ses angoisses, le droit de choisir la personne ou l'institution à laquelle

on peut s'adresser pour pratiquer cette aide formative, et enfin, la liberté de suivre ou non les conseils reçus. En outre, il n'est pas superflu de rappeler que les droits de liberté imposent aux autres (y compris les institutions civiles et ecclésiastiques) de stricts devoirs de respect et donc de non-intervention.

La révélation de la conscience doit être libre précisément parce qu'il s'agit d'une sphère intime qui ne peut appartenir à un tiers. En définitive, dans la pratique de l'accompagnement spirituel, deux biens très précieux de la personne concernée sont en jeu, dont la lésion causerait d'énormes dommages psychiques, moraux et juridiques; ces biens sont la liberté, qui comprend également le respect de la conscience, et l'intimité¹¹².

1. Respect de la liberté

Arrivé à ce point, il est nécessaire d'aborder le problème du danger qui existe dans la pratique de la direction spirituelle consistant en une manipulation psychique. Il faut d'abord souligner que la relation qu'un disciple établit avec un maître est fondée sur une reconnaissance d'autorité qui le conduit à faire confiance à l'expertise du maître, au point de se placer librement dans une situation de subordination, au moins dans

¹¹² Par la suite, je m'appuie, comme d'ailleurs dans d'autres passages de ce travail, sur mon article *Accompagnamento e formazione: diritti e obblighi dei fedeli*, in *Accompagnare, discernere, integrare: profili e prospettive giuridico-ecclésiastici*, Quaderni della Mendola, 27, édité par le Gruppo Italiano Docenti di Diritto Canonico, Milan 2019, pp. 41-62.

¹¹¹ CONCILE VATICAN II, Const. past. *Gaudium et spes*, « AAS » 58 (1966), pp. 1025-1120; n° 16.

le domaine de l'enseignement. Il est juste qu'une telle relation s'établisse aussi dans la vie spirituelle, mais comme il s'agit d'un enseignement personnalisé, même en matière de vie spirituelle, le risque de manipulation mentale est certainement plus grand.

Il s'agit d'une question très épineuse car il est très difficile dans la pratique de distinguer les limites entre l'exhortation plus ou moins persuasive et l'abus d'autorité morale qui peut même conduire à l'expropriation de la capacité de décision. Le délit de manipulation mentale existe dans certains systèmes de droit civil, mais la définition légale du délit d'assujettissement a été considérée avec suspicion parce qu'elle peut être accusée d'imposition idéologique par l'État, qui, sous couvert de protéger la liberté des citoyens, peut entraver l'action éducative d'autres institutions. L'expérience du droit italien est très instructive : l'article 603 du code pénal italien qui prévoit le délit d'assujettissement défini comme la soumission d'une personne à son propre pouvoir « de manière à la réduire à un état total de sujétion », a été déclarée inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle car ne respectant pas « le principe de clarté de la définition des infractions pénales contenu dans la réserve absolue de loi en matière pénale, consacrée par l'article 25 de la Constitution »¹¹³. En fait, la détermination de l'état de sujétion est objectivement

¹¹³ COUR CONSTITUTIONNELLE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, *arrêt* n° 96 du 9 avril 1981, n° 16, dans le *Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana*, n° 158, 10 juin 1981.

difficile et susceptible de faire l'objet d'une manipulation idéologique.

L'exemple de l'expérience italienne conduit à se prémunir contre toute attaque idéologique visant à empêcher une action évangélistrice efficace. Que le risque d'abus de liberté et de conscience dans la pratique de l'accompagnement spirituel existe est malheureusement une réalité abondamment démontrée par les faits. Mais l'Église doit aussi se défendre contre l'offensive idéologique qui voudrait empêcher dans la pratique sa mission pastorale d'annoncer l'Évangile et de conduire les hommes à la vérité, y compris à travers les conseils spirituels.

Cependant, dans des circonstances psychologiques normales, il est difficile de dominer l'esprit et la volonté d'autrui au point de réduire à néant ou de diminuer considérablement la liberté. L'atteinte à la liberté peut se produire plus facilement lorsque la personne concernée est psychologiquement fragile, ou lorsque le directeur spirituel jouit d'un très grand prestige, ou encore lorsqu'il existe une différence d'âge, de culture ou d'expérience considérable entre le directeur et la personne accompagnée. Il ne faut pas non plus négliger les particularités psychologiques du directeur abusif, qui peuvent le conduire à vouloir dominer les personnes qu'il accompagne et à les amener à une dépendance totale à son égard. Ces résultats peuvent être obtenus non seulement par des menaces, mais aussi en surchargeant les personnes d'engagements, ou en les exposant

à la communauté avec la violation correspondante de la confidentialité, ce qui peut se produire plus facilement dans les petites communautés. Enfin, le grand risque pour la liberté est de transformer dans la pratique le conseil en commandement absolu.

Ce dernier cas peut se produire lorsque le directeur spirituel porte un jugement absolu sur des questions pratiques, présentant sa solution comme la seule possible, alors qu'il en existe d'autres tout aussi légitimes. Un exemple clair de ce phénomène serait de conseiller de s'éloigner d'une situation moralement dangereuse. Qu'il faille éviter les occasions de péché est un principe moral incontestable, mais le jugement prudentiel sur l'imminence d'une situation donnée et le devoir de s'en éloigner compte tenu de cette situation peut être discutable. En principe, le directeur spirituel doit se limiter à rappeler le principe général et à aider la personne concernée à prendre une décision responsable selon une conscience bien formée, sans préjudice du devoir d'avertir du grave danger moral évident d'une certaine circonstance ou même de rappeler l'obligation morale de s'éloigner d'une situation inutile qui s'est révélée auparavant comme une occasion immédiate de péché grave.

En outre, il existe le risque d'une exhortation trop forte qui pourrait déboucher sur une atteinte à la liberté par *harcèlement*. Pour analyser cette hypothèse, il peut être utile de se référer au droit italien. L'article 612 bis du code pénal caractérise l'infraction de « quiconque,

par un comportement répété, menace ou harcèle une personne de manière à provoquer un état d'anxiété ou de peur persistant et grave, qui fait craindre avec raison pour sa propre sécurité ou celle d'un proche ou d'une personne liée à elle par une relation d'affection, ou à contraindre la personne à modifier son mode de vie ». Sans prétendre procéder à un examen technique du type d'infraction dont il est question ici, il convient de noter que la menace se réfère à un mal possible causé librement, directement ou indirectement, par l'auteur de la menace, ce qui est donc très différent de l'avertissement d'un mal découlant directement de la conduite libre suivie par la personne prévenue, comme ce serait le cas, par exemple, de l'avertissement consciencieux et évangélique du châtement éternel réservé à ceux qui accomplissent certains actes. Il est possible qu'un tel avertissement provoque un harcèlement, mais celui-ci ne sera délictueux que s'il se produit contre la volonté du destinataire des messages. Si la relation d'accompagnement spirituel est fondée sur le libre choix de la personne accompagnée et sur la confiance dans le directeur spirituel, l'insistance sur l'exhortation morale doit être considérée de la même manière que l'exhortation véhémement d'une mère à son enfant pour qu'il cesse de se droguer.

2. Respect de la conscience

Je crois que pour distinguer l'exhortation normale et nécessaire, même véhémence, de la manipulation mentale, il faut utiliser des paramètres objectifs pour vérifier si la personne est bien victime, sans oublier le risque de manipulation visant à obtenir de bons résultats, mais non libres. Compte tenu de la difficulté à déterminer le degré de liberté, il faut toujours pouvoir revenir sur les résultats obtenus. Il n'y aurait, par exemple, aucun doute sur l'existence d'une manipulation induite dans le cas où l'on conduirait la personne vers une conduite dégradante. Il en va de même lorsque la direction spirituelle s'étend à des domaines qui ne lui sont pas propres, comme l'imposition de certains choix relevant de la sphère temporelle ou pour le bénéfice personnel de l'accompagnateur spirituel.

Au-delà de la nécessité d'éviter tout comportement délictueux en la matière, l'Église a toujours ressenti le besoin d'exercer la fonction de direction spirituelle dans le respect absolu de la liberté de conscience. Le respect de la personne est la première exigence des relations interpersonnelles. Le mot « respect » vient de *re-spectus* (*re-spicere*). Respecter une personne signifie la regarder avec une intensité particulière afin de saisir et de garder à l'esprit sa dignité. Le directeur spirituel doit donc se placer devant les fidèles qu'il accompagne, sachant qu'il a affaire à la conscience d'autrui, soit le noyau le plus radical et le plus intime de l'âme spirituelle

directement créée par Dieu et rachetée par le Christ, là où l'homme se trouve seul avec Dieu. La tâche du directeur spirituel est d'éclairer la conscience, d'aider les personnes à prendre des décisions en toute liberté ; le directeur spirituel doit se garder de la tentation d'exiger un résultat immédiat : il ne s'agit pas que la personne « fasse » quelque chose, mais qu'elle « veuille le faire » (librement, de manière autonome).

Le respect de la conscience ne signifie pas passivité. Il ne faut cependant pas oublier que, dans la culture contemporaine, il est ardu de présenter la conscience « comme la fenêtre qui ouvre à l'homme la vue de la vérité universelle », mais qu'elle est plutôt conçue comme « la coquille de la subjectivité, dans laquelle l'homme peut échapper à la réalité et s'en cacher »¹¹⁴. Par conséquent, la tâche de l'Église consiste essentiellement à rendre un service à la conscience.

Le service de la conscience est mis en œuvre par l'enseignement de la vérité. Les fidèles qui cherchent un accompagnement spirituel ont le droit de recevoir cet accompagnement selon la vérité confessée par l'Église, même si cela ne leur plaît pas. Il ne faut pas confondre les droits, c'est-à-dire les biens objectifs appartenant aux personnes et dus en justice, avec de simples désirs. Un désir, aussi intense soit-il, n'est pas nécessairement

¹¹⁴ J. RATZINGER, *L'Église, une communauté toujours en chemin*, Montrouge, Bayard 2009. Sur ce point, voir également A. RODRÍGUEZ-LUÑO, *Coscienza, verità e libertà nella civiltà tecnologica*, dans <http://www.clerus.org/clerus/dati/2000-01/24-2/Coscienza.rtf.html> (consulté le 4 mars 2023).

un droit. L'accompagnement d'une conscience ne se fait pas en l'anesthésiant, encore moins en la confondant. Il se fait dans le but de la *salus animarum*, qui ne se réfère pas à la « santé » des âmes, comprise comme sérénité psychologique, mais à leur salut éternel. Les fidèles ont le droit de recevoir de leurs pasteurs, non pas des thérapies psychologiques visant à trouver la sérénité, mais l'aide appropriée, y compris la transmission de la vérité, pour atteindre le salut éternel, même si cela peut être désagréable à entendre.

Respecter et servir la conscience, c'est donc l'éclairer par la vérité révélée, en s'abstenant de porter des jugements sur l'intériorité et plus encore de prétendre imposer une conduite contraire aux exigences de la conscience. C'est tout l'art de la direction spirituelle que de conduire progressivement les âmes vers la vérité, ce qui ne justifie en rien l'enseignement de l'erreur, mais consiste simplement en une transmission progressive de la vérité (ce qui est progressif, c'est l'enseignement, non la vérité). En définitive, le directeur spirituel doit toujours avoir en tête qu'il est un serviteur de la conscience, et il doit fuir la prétention de la dominer ainsi que le désir de s'acquérir à tout prix l'accord de la volonté des fidèles, tout comme il doit aussi éviter d'agir motivé par l'aspiration à obtenir à tout prix certains résultats, aussi louables soient-ils.

3. Le droit à l'intimité

Dans le cadre de l'accompagnement spirituel, lorsqu'une personne décide d'ouvrir son intériorité, il est clair que la nécessité de respecter le droit à l'intimité se fait sentir. L'intimité est un bien propre à la personne humaine qui se fonde sur sa dignité et qui doit être respectée par les autres. Le baptisé, en tant qu'être humain, conserve dans l'Église son droit inné à l'intimité, comme le reconnaît le Code de droit canonique¹¹⁵.

Le droit à l'intimité se réfère principalement à l'intimité psychologique et à la conscience, de sorte que personne ne peut être contraint de révéler ce domaine, car il est inhérent à sa dignité personnelle. Ce que l'homme peut faire, en revanche, c'est exercer librement son droit d'exprimer ses pensées, ses désirs, révélant ainsi son intimité, tout comme il peut, bien sûr, demander conseil. En effet, on sait combien il est psychologiquement salutaire d'extérioriser son intériorité, même si reconnaître ses défauts et dévoiler son intimité est très coûteux, comme on le constate dans le récit biblique de la première conséquence négative du péché originel. Au niveau ascétique, outre l'obligation de confesser

¹¹⁵ Il existe aujourd'hui une abondante bibliographie sur le sujet. Voir, entre autres, P. KOYASSAMBIA-KOZONDO, *Le bien juridique naturel de l'intimité personnelle dans l'Église*, EDUSC, Rome 2020; E. BAURA, *Il diritto all'intimità nella Chiesa : bene giuridico e disponibilità del diritto*, « Ephemerides Iuris Canonici » 61 (2021), pp. 719-749; B. SERRA, *Intimum, privatum, secretum. Sul concetto di riservatezza nel diritto canonico*, Mucchi Editore, Modena 2022.

ses péchés dans le sacrement de pénitence, la communication de ses inquiétudes intérieures et la demande de conseils appropriés peuvent parfois constituer un devoir moral, entre autres pour former sa conscience.

L'exercice de la liberté d'exprimer des préoccupations intimes, parfois pour accomplir un devoir moral, n'entraîne pas le droit pour autrui d'exiger une telle manifestation ; le fait que l'on puisse et même doive moralement renoncer à un bien n'entraîne pas le droit pour un tiers de s'approprier ce bien.

Une fois qu'une sphère intime a été divulguée, précisément parce qu'elle est intime, la communication relève naturellement du secret (« secret naturel » justement), sans préjudice du droit de la personne qui a fait la divulgation de permettre qu'elle soit divulguée, en particulier lorsque cela est dans son intérêt, comme, par exemple, dans le cas où il est souhaitable que la personne qui reçoit la divulgation consulte d'autres personnes afin de se forger un avis plus étayé.

IV - MESURES DE PRÉVENTION DES ABUS

Étant donné le danger d'abus dans la direction spirituelle, il est juste que l'autorité ecclésiastique compétente prenne des mesures pour protéger les fidèles contre de telles éventualités. Toutefois, avant d'analyser certaines de ces mesures, il convient de replacer le débat dans son contexte, afin d'éviter des conceptions erronées

du précieux moyen de formation qu'est l'accompagnement spirituel.

Il serait en effet naïf d'aborder le discours de l'accompagnement spirituel exclusivement sous l'angle de la prévention d'éventuels abus, en oubliant la bonté et l'utilité de cet instrument de formation. L'existence d'abus doit conduire, certes, à les prévenir et à les corriger, mais sans tomber dans un tutorisme qui empêche en fait la pratique normale de cette activité formatrice. L'aspiration à la sécurité ne peut pas conduire à la revendication naïve d'une sécurité absolue qui garantit que les abus ne se produiront pas : si l'on admet l'oxymore, il faut éviter le « risque de la sécurité »¹¹⁶, qui finit par conduire à l'inaction et à la négation du libre exercice des droits : *abusus non tollit usum*. D'autre part, la naïveté devient plus grande encore quand on connaît l'activité manipulatrice de tant d'institutions éducatives et récréatives visant à enseigner des aberrations à des jeunes et même à des enfants en bas âge.

En outre, aucune communauté, et encore moins une communauté chrétienne, ne se fonde sur le seul système législatif, aussi nécessaire soit-il, mais plutôt sur la confiance. La prétention de tout encadrer et prévoir dans des lois toujours plus nombreuses est la chimère du positivisme juridique, qui conduit à une inflation législative inutile (*plurimae leges pessima respublica*¹¹⁷),

¹¹⁶ « Et vous savez tous que la sécurité est la plus grande ennemie des mortels » (W. SHAKESPEARE, *Macbeth*, Acte III, Scène V, 32).

¹¹⁷ Cf. TACITE, *Annales*, Lib. III, 27.

qui rend difficile la libre activité sans jamais parvenir à éviter les maux diabolisés.

De même qu'il faut fuir l'angoisse de la sécurité totale, il faut éviter l'aspiration à l'efficacité du gouvernant, qui voudrait tout savoir (même ce qui relève de l'intimité des personnes) pour ne jamais se tromper. Je crois au contraire que gouverner implique de prendre le risque de se tromper et, sans aucun doute, de respecter la liberté et les droits des gouvernés.

Cela dit, il convient de noter que face à un risque, il est normal de prévoir des règles pour l'éviter. Il revient à la hiérarchie ecclésiastique d'établir les moyens qui peuvent, d'une certaine manière, garantir un environnement de confiance dans lequel l'accompagnement spirituel peut être pratiqué. L'approbation de certaines pratiques ou institutions doit être une garantie pour les fidèles. Une telle approbation se fera toujours selon une connaissance personnelle des protagonistes et après un jugement sur les activités d'un organisme ou d'un groupe donné.

L'une des mesures normatives que l'Église a prises pour la vie consacrée, mais qui peut servir dans d'autres domaines, est d'empêcher la personne qui fait office d'autorité d'avoir le rôle de directeur spirituel, ou plutôt d'interdire à l'autorité d'exiger du sujet qu'il ait recours à la direction spirituelle auprès de celui qui a un rôle de gouvernement. Concrètement, le canon 630 § 1 énonce que « les Supérieurs reconnaîtront aux membres la liberté qui leur est due pour ce qui concerne le sacrement

de pénitence et la direction de conscience, restant sauve la discipline de l'institut. ». Le § 5 du même canon concrétise ce principe en encourageant les religieux à s'adresser « avec confiance à leurs Supérieurs auxquels ils pourront s'ouvrir librement et spontanément », mais en établissant strictement qu'« il est cependant interdit aux supérieurs de les inciter d'une manière ou d'une autre à manifester leur conscience ».

Il semble évident que cette législation, qui remonte aux mesures adoptées par le Saint-Siège depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, vise avant tout à protéger la liberté des fidèles (en particulier des religieux), mais il est également important d'encourager l'ouverture de conscience à ceux qui exercent des fonctions de gouvernement. La *ratio* de la règle interdisant à l'autorité toute prétention à l'ouverture de conscience de ses sujets est claire : il s'agit d'éviter l'abus de pouvoir qui se produirait si l'autorité, faisant usage de sa capacité à gouverner, souhaitait faire de ce qui ne peut être qu'un conseil une obligation juridique ou incitait, par son autorité, à révéler des questions de conscience sans pleine liberté. Telles sont les raisons qui conduisent à éviter ce que l'on a coutume d'appeler, dans une terminologie approximative, la confusion entre le *for* externe et le *for* interne¹¹⁸.

¹¹⁸ En effet, « *for* » signifie la sphère dans laquelle s'exerce la juridiction, de sorte que le *for* dit interne serait la sphère (en réalité externe, mais très réservée) où sont accomplis les actes de juridiction, tels que la dispense d'un vœu ou d'un empêchement matrimonial ou la remise d'une peine, qui sont normalement accomplis de manière publique, c'est-à-dire dans le *for* externe. En revanche, dans le cas

En outre, une autre raison de cette interdiction, qui n'est pas négligeable, est clairement la protection de la réputation des membres de la communauté, puisque certaines mesures de gouvernement pourraient être prises sur la base de la connaissance de l'intimité de la personne concernée, avec le risque de mettre en péril certaines données qui devraient rester confidentielles. Bien que l'interdiction concerne l'exigence de direction spirituelle auprès de ceux qui ont le pouvoir de gouverner la personne concernée, la raison d'être de cette norme conduit à penser qu'il serait également même risqué de simplement la proposer.

Pour ces raisons, il est compréhensible qu'on refuse que le directeur spirituel soit aussi une personne ayant des responsabilités de gouvernement dans la communauté. En tout cas, il faut préciser que ce qu'il faut absolument éviter, ce n'est pas la concentration de deux rôles différents dans la même personne, mais la confusion de la fonction de gouvernement de la communauté avec celle d'accompagnement spirituel d'un fidèle déterminé, car un tel mélange nuirait à sa liberté et probablement à son intimité. La distinction des personnes n'est qu'un outil pour protéger ces biens, un outil qui peut cependant être parfois négligé. En effet, pendant des siècles, dans la tradition monastique, l'abbé

qui nous occupe, le *for* interne est utilisé pour désigner simplement une sphère privée et réservée, même si la juridiction n'y est pas exercée (comme ce serait le cas pour l'accompagnement spirituel).

a joué le rôle d'autorité et de père spirituel (*abba*)¹¹⁹; et parfois, il peut être dans l'intérêt du fidèle de chercher un accompagnement spirituel personnel précisément auprès de l'autorité.

En effet, il ne faut pas oublier que le but du gouvernement ecclésiastique n'est pas la simple organisation d'activités extérieures, mais le bien de la communauté, qui comprend avant tout le *salus uniuscuiusque animae*. En d'autres termes, l'activité du gouvernement dans l'Église doit servir le bien spirituel de chaque fidèle. Par conséquent, on devrait même conclure que le meilleur gouvernement serait celui qui peut s'accommoder des libres révélations des fidèles afin de faciliter leur vie spirituelle également par le biais de mesures de gouvernement. En outre, en vue de sa formation et de sa fidélité vocationnelle, un fidèle peut souvent être moralement obligé d'ouvrir sa conscience aux autorités de référence afin qu'elles puissent le guider de manière appropriée et s'assurer que les mesures de gouvernement prises à son égard sont spirituellement bénéfiques pour lui. En tout état de cause, il peut être dans l'intérêt du fidèle de s'adresser, voire de rechercher un accompagnement spirituel, précisément auprès

¹¹⁹ Cf. M. BELDA, *Ars artium. Storia, teoria e pratica della direzione spirituale*, Edusc, Roma 2020, pp. 21-39. L'une des fresques du XV^e siècle sur la vie de saint Benoît, dans la partie supérieure de la basilique de Subiaco, est significative : elle représente l'abbé accueillant le moine repentant ; l'abbé pose une main sur l'épaule du moine, dans un geste paternel ; de l'autre main, il saisit un bâton, signe évident de juridiction.

des personnes qui ont un rôle de direction dans la communauté, intérêt qui doit certainement être respecté. C'est la raison pour laquelle le droit de l'Église fait l'éloge des fidèles qui ouvrent spontanément leur conscience devant l'autorité ecclésiastique¹²⁰. En tout état de cause, il est important que l'on sache si le fidèle s'adresse à l'autorité pour s'assurer que les mesures de gouvernement sont adaptées à ses besoins personnels, ou s'il le fait exclusivement pour recevoir une direction

¹²⁰ Un cas très significatif à cet égard est celui du devoir de rendre compte de sa conscience dans la Compagnie de Jésus, qui remonte à la fondation de l'institut et qui consiste en l'obligation de rendre compte au supérieur de l'état de sa conscience afin qu'il puisse prendre les mesures de gouvernement appropriées à l'égard de la personne concernée. Avec la promulgation du Code du 1917, l'interdiction d'inciter les sujets à ouvrir leur conscience aux supérieurs, qui n'existait auparavant que pour les instituts laïcs, a été étendue à tous les instituts religieux, de sorte que la pratique du rapport de conscience telle qu'elle était prévue dans les normes fondatrices de la Compagnie de Jésus n'était plus permise (sur ce point également, le Code s'est révélé être un lit de Procrustes). Pie XI la rétablit à titre de privilège, par rescrit du 29 juin 1923, entre autres parce qu'il considérait que la pratique en soi du rapport de conscience au supérieur, aussi risquée soit-elle, n'était pas illégitime. Sur ce sujet, voir J.L. SÁNCHEZ-GIRÓN RENEDO, *La cuenta de conciencia al Superior en el Derecho de la Compañía de Jesús*, Universidad Gregoriana Editrice, Rome 2007. Le pape François a rappelé ce devoir aux jésuites à plusieurs reprises (voir, par exemple, FRANÇOIS, *Rencontre avec les jésuites lituaniens*, 23 septembre 2018, dans <http://www.raggionline.com/saggi/esercizi/papa-francesco-e-gli-esercizi-spirituali.html> et IDEM, *Discours à la communauté du Collège international de Jésus*, 3 décembre 2018, dans https://www.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2018/december/documents/papa-francesco_20181203_collegio-gesu.html, consulté le 4 mars 2023).

spirituelle ; dans ce dernier cas, il serait illégitime d'utiliser, dans l'exercice du gouvernement, les informations reçues au cours de ces conversations sans l'autorisation préalable de la personne concernée.

En définitive, la règle qui interdit à l'autorité d'inciter quelqu'un à ouvrir sa conscience ne doit pas entraver l'exercice normal de l'assistance spirituelle : *abusus non tollit usum*. Il y a aussi, en effet, l'abus des abus qui limite l'activité normale d'évangélisation et d'assistance spirituelle.

En effet, les normes aprioristiques génériques ne suffisent pas à prévenir les abus. En fin de compte, ce qui respecte vraiment les biens dans la formation spirituelle au sein d'une communauté, c'est le respect de la nature des rôles joués. Pour ce qui est de la tâche de gouvernement, il faut redire qu'elle consiste à ordonner la vie de la communauté en vue de son bien, plutôt qu'en un espace de domination personnelle. Quant à la direction spirituelle, il faut rappeler qu'elle consiste à aider une personne à comprendre quel bien il doit chercher librement. Il ne s'agit pas seulement de former à la liberté ou de respecter la liberté, mais il s'agit de former la liberté. Il serait donc absurde et pernicieux d'introduire une sorte de peur de la liberté dans les environnements de formation. Au contraire, il s'agit de former des personnes libres qui choisissent librement le bien. L'atteinte à la liberté ne se produit d'ailleurs pas tant dans la véhémence ou l'insistance de l'exhortation (personne ne pense que la mère qui

exhorte chaleureusement son enfant à ne pas se droguer (commet un abus de conscience), que dans la tromperie qui rend le choix vicieux. Par conséquent, l'épreuve décisive pour juger de la légitimité de l'action formative est son adhésion à la vérité révélée. La formation chrétienne consiste, en effet, à éclairer la conscience par la vérité de l'Évangile. Tout enseignement d'une doctrine autre que la vérité révélée, aussi agréable soit-il pour celui qui le reçoit, serait donc une atteinte au droit à la formation et à la liberté des fidèles, tandis que la transmission régulière de la vérité, aussi gênante soit-elle, outre qu'elle satisfait un droit, enrichit la liberté des fidèles : « *veritas liberabit vos* » (Jn 8, 32).

ABUS DE POUVOIR, ABUS DE CONSCIENCE ET ABUS SPIRITUEL

Daide Cito
Université Pontificale de la Sainte-Croix

I - INTRODUCTION

Le thème de l'abus, et spécialement celui de pouvoir, spirituel et de conscience, a pris une grande importance dans l'Église ces dernières années, surtout parce qu'il a mis en évidence que derrière le terrible fléau de l'abus sexuel sur mineurs, sur lequel en un certain sens il s'appuie, se cachait un problème beaucoup plus vaste et profond dans la communauté ecclésiale, touchant de près le rôle de ceux qui exerçaient et exercent une fonction d'accompagnement, d'orientation et de référence pour les fidèles. Un problème qui, en outre, ne se limitait pas aux actions individuelles de certains individus, mais aussi à des pratiques de nature institutionnelle, c'est-à-dire à des modes de comportement collectif encouragés ou tolérés, qui induisaient ou facilitaient des pratiques abusives. Et malheureusement, les événements récents ont également confirmé cette situation.

La question a été soulignée par le pape François dans sa *lettre au peuple de Dieu* du 20 août 2018 et lors de sa rencontre le 25 août suivant, au cours de son voyage